

Journée de l'Afrique, Colloque 2001 Un Message de Tokyo

**Le Corps Diplomatique Africain au Japon
et
l'Université des Nations Unies**

Tokyo - 15 juin 2001

Genèse et introduction

Pour commémorer la Création de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), le Corps Diplomatique Africain au Japon (ADC) et l'Université des Nations Unies (UNU) organisent ensemble un colloque international sur les problèmes primordiaux les plus urgents en matière de sécurité et de développement en Afrique. L'intervenant principal au colloque 2001 de la Journée de l'Afrique a été Son Excellence Chief Olusegun Obasanjo, Président du Nigéria. Le thème du colloque était le Plan du Millénaire pour la Renaissance de l'Afrique (PRA) ; cette nouvelle stratégie qui est développée par le continent et pour le continent.

Le colloque de cette année a eu lieu le 22 mai 2001 dans la salle de conférence internationale U Thant (3^e étage) de l'Université des Nations Unies à Tokyo, au Japon. Le but de ce colloque 2001 a été de familiariser ceux qui portent un intérêt à l'Afrique avec le contenu du PRA ainsi que de susciter des échanges interactifs avec les partenaires au développement de l'Afrique, c'est-à-dire les milieux officiels, les milieux académiques, le monde des affaires, la société civile et autres groupes concernés.

Messages principaux de la Conférence : Cinq points-clés

La conférence a mis en exergue le caractère opportun de l'initiative du PRA qui prend corps autour du consensus réuni lors de l'Assemblée du Millénaire des Nations Unies et des engagements contenus dans le Rapport du Millénaire visant à éradiquer la pauvreté en Afrique. Les interventions et les discussions qui ont eu lieu lors de ce colloque ont permis de dégager un grand nombre de points essentiels liés au PRA en particulier, et aux questions de sécurité en Afrique en général. Dans la présente Synthèse, cinq points sont retenus et mis en lumière:

1. Placer "Les populations" au premier plan et au centre de toute stratégie de développement

Pour s'attaquer effectivement aux causes de la crise du développement humain sur le continent, le PRA doit investir dans les populations en les plaçant à l'avant plan et au centre de toute initiative. En fait, la valeur et le succès du PRA dépendront de la mesure dans laquelle les vies des femmes, enfants et hommes africains ordinaires seront améliorées et de la

qualité de cette amélioration.

2. Le rôle de l'éducation

Il a souvent été dit que les trois premières priorités de l'Afrique sont l'éducation, l'éducation et l'éducation. Si elle n'investit pas davantage dans l'éducation de ses populations, l'Afrique ne sera pas en mesure de soutenir une croissance accélérée et de réduire sa pauvreté. Un appel a été formulé pour plus d'engagement et d'action afin d'améliorer les niveaux de l'éducation en Afrique et plus spécialement en ce qui concerne la scolarisation primaire et l'égalité des sexes dans les enseignements primaires et secondaires. Aussi, le colloque a particulièrement souligné le besoin de renforcer l'éducation à tous les niveaux et dans tous les secteurs. Ceci comprend bien entendu l'éducation supérieure puisqu'une Afrique sans formation ni savoir-faire vigoureux et durables demeurera toujours dans une position trop dépendante vis-à-vis du reste du monde. Le colloque a aussi mis l'accent sur l'importance d'une adéquation entre l'éducation et les programmes de formation avec les objectifs de développement de chaque pays en Afrique, ainsi qu'avec les besoins du marché du travail.

3. La coopération et l'intégration régionales

Le but du PRA est de réaliser les opportunités offertes par le dynamisme régional. Les pays africains possèdent un grand potentiel susceptible de promouvoir l'intégration régionale et celle des marchés. Ces potentialités ont certes une valeur en elles-mêmes, mais elles peuvent aussi aider l'Afrique à mieux s'intégrer dans l'économie mondiale. Une consolidation des structures économiques au niveau régional permettrait à l'Afrique de bénéficier du processus des économies d'échelle, aussi bien au niveau de l'offre, dans l'exportation aux marchés extérieurs, qu'au niveau de la demande, dans l'importation de produits. Il serait aussi opportun pour les gouvernements africains de mettre en commun les ressources pour un développement et un renforcement des institutions régionales, ce qui permettrait d'accroître les échanges commerciaux et les investissements.

4. Renforcer l'infrastructure africaine

La construction d'une infrastructure régionale et continentale sous forme d'un réseau de transports et de télécommunications - un des piliers majeurs de l'initiative du PRA - aiderait à promouvoir l'efficacité et l'intégration régionale. Disposer d'une bonne infrastructure de base doit donc être au centre de toute stratégie visant à stimuler la croissance économique et à réduire la pauvreté. Des investissements importants devront en conséquence être réalisés à l'avenir dans ce domaine si l'Afrique veut satisfaire les besoins essentiels des producteurs et fournir les services de base à ses populations, particulièrement les plus démunies, en eau potable, en équipement sanitaire, en transports et en télécommunications. En outre, la révolution continue dans le domaine des technologies de l'information et de la communication est d'une grande

importance pour l'avenir de l'Afrique. Si l'Afrique veut être reliée aux infrastructures mondiales de communication, elle devrait œuvrer pour faciliter l'accès de ses populations à l'Internet et ce, à un moindre coût. De telles initiatives, qui pourraient produire des résultats considérables assez rapidement, seraient sûrement aptes à recevoir un soutien significatif de la part des partenaires de l'Afrique.

5. Accroître les flux de ressources et réduire le fardeau de la dette

Une des constatations principales du colloque a été qu'un développement durable en Afrique repose sur trois piliers: (1) une mobilisation accrue des ressources internes et externes, (2) un allègement véritable de la dette, (3) une promotion des échanges commerciaux et des investissements en vue d'une croissance économique accélérée. Tout en reconnaissant l'importance vitale de l'amélioration des flux commerciaux, la conférence a néanmoins attiré l'attention sur le fait que le commerce ne pouvait pas se substituer à l'aide et qu'il fallait par conséquent augmenter l'APD en direction de l'Afrique. Quand à la question persistante du poids insoutenable de la dette, un appel a été réitéré en faveur d'un allègement significatif de celle-ci comme pré-condition pour le développement de l'Afrique, surtout si des ressources et des capitaux additionnels y sont injectés. Les participants ont reconnu que les initiatives actuelles n'ont pas été à la hauteur des espérances et que les pays africains avaient tout à gagner à être plus proactifs dans leur recherche d'une solution au problème de la dette. Une suggestion faite à la conférence a été la création d'un Fonds de Gestion de Dette (FAGD) au niveau régional et sous-régional, sous l'égide des communautés économiques et monétaires sous-régionales actuelles. Le Fond pourrait, entre autres, aider les pays membres à gérer leur dette publique, à définir de nouvelles stratégies d'endettement, à participer à la formation des gestionnaires nationaux de la dette et à servir d'intermédiaire financier unique auprès des créanciers. La Commission Economique pour l'Afrique (CEA), en coopération avec les communautés économiques sous-régionales, pourrait entreprendre l'étude de faisabilité d'une telle initiative africaine.

ADC Tokyo et l'UNU : Un pont entre l'Afrique et le Japon

L'importance du partenariat avec le Japon en tant qu'économie majeure et donateur important d'ADP a été soulignée au cours du colloque. Ce volet a été particulièrement mentionné par les intervenants en tenant compte du rôle joué par le Japon dans l'organisation de la première Conférence Internationale à Tokyo sur le Développement en Afrique (TICAD) en 1993, de TICAD II en 1998, de l'amorce d'un dialogue entre l'Afrique et le G-8 au Sommet de Kyushu-Okinawa et de l'intention d'organiser TICAD III en 2003. Cependant, il a aussi été souligné que l'Afrique, au-delà de ses relations avec les gouvernements, devrait aussi développer des relations plus suivies avec les milieux des affaires, les secteurs de la recherche, les ONG et la société civile.

Le colloque a été l'occasion d'un retour constructif de la part des

partenaires de l'Afrique comme l'Union Européenne et les Nations Unies. Ce colloque a aussi démontré que le Corps Diplomatique au Japon (ADC) et l'Université des Nations Unies (UNU) peuvent jouer un rôle majeur en faisant office de "pont" entre l'Afrique et le Japon. Cette année, nous transmettons les conclusions du Colloque aux principaux intéressés, à savoir : le Sommet des Chefs d'Etat de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) à Lusaka en Juillet 2001 et la réunion ministérielle préparatoire du prochain TICAD à Tokyo, en Décembre 2001. Nous allons également communiquer les conclusions du colloque à la Commission Economique pour l'Afrique (CEA), à l'Union Européenne, aux Nations Unies, à la Coalition Mondiale pour l'Afrique et à la Banque Mondiale.

La conférence a fortement souscrit à l'idée que l'initiative du PRA devrait être considérée comme un processus évolutif. Aussi, afin d'accroître sa légitimité et son acceptation au sens large, des discussions sur ses objectifs et ses stratégies devront avoir lieu à tous les niveaux, nationaux et régionaux. Une stratégie de communication plus explicite pour promouvoir le contenu et les engagements du PRA devrait également être mise en exergue. Ceci est nécessaire pour raffermir le soutien pour le développement et le partenariat avec l'Afrique. Des réseaux réguliers de consultation seront tout autant nécessaires pour la mobilisation du soutien du reste de la communauté internationale et pour aider à mettre en œuvre l'initiative du PRA. De ce point de vue, il serait utile d'organiser des forums annuels pour discuter et revoir le PRA, notamment dans les capitales des partenaires principaux de l'Afrique en matière de développement.

Le Corps Diplomatique Africain au Japon (ADC) et l'Université des Nations Unies (UNU) sont d'accord pour tenir un autre colloque dans le cadre de la Journée de l'Afrique en 2002. Ils se réjouissent à l'idée de travailler ensemble avec tous les partenaires de l'Afrique dans la région Asie et ceux du monde entier.
